

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Notre action du 23 janvier sur le lait en poudre a vraiment fait des remous - les images du bâtiment du Conseil recouvert de poudre blanche ont fait le tour de la presse internationale. Des centaines d'éleveurs laitiers de toute l'Europe ont envoyé un message symbolique aux ministres de l'agriculture européens : **Il faut stopper la vente de lait en poudre d'intervention et élaborer une loi instaurant un instrument régulier de règlement de crise !** Nous souhaitons remercier ici nos camarades de lutte de Lituanie, de Belgique, de France, d'Allemagne, de Suisse, des Pays-Bas, d'Italie, d'Espagne, du Portugal et du Danemark, ainsi que les organisations qui nous soutiennent, Via Campesina, Oxfam et SOS Faim.

Phi Hogan, le commissaire à l'agriculture, a réagi avec incompréhension à notre action, déclarant en substance : « les prix du lait ont augmenté au cours des derniers mois et la Commission européenne fait preuve de responsabilité dans la vente de lait en poudre. Que veulent donc les agriculteurs dans la rue ? » L'EMB a donc envoyé une lettre au commissaire Hogan afin d'expliquer en détail les raisons pour l'action « lait en poudre ». Ceci pour préciser que les producteurs de lait européens subissent toujours une situation de marché insatisfaisante.

Avec cette action symbolique, les producteurs de lait européens souhaitent faire comprendre aux responsables politiques que nous sommes toujours très loin de prix permettant de couvrir les coûts et que nous avons également besoin d'un instrument durable de règlement de crise pour assurer la stabilité du marché du lait. La renonciation volontaire aux livraisons a montré qu'il est possible de réduire les volumes. Il ne reste à la Commission européenne qu'à poursuivre dans ce sens et à mettre en place un instrument régulier de règlement de crise qui permette de réduire la production en période de crise (cf. notre [programme de responsabilisation face au marché](#)).

Certes, la Commission européenne n'a vendu pour le moment que 40 tonnes de lait écrémé en poudre issu de l'intervention publique, mais il en reste encore plus de 350 000 tonnes attendant d'être écoules, ce qui correspond à un volume de 3 500 000 000 litres de lait. Nous exigeons que ce lait en poudre ne soit pas mis sur le marché et ne vienne pas stopper la lente reprise des prix. Nous ne voulons pas non plus que ce lait en poudre soit envoyé en Afrique et y détruise les structures agricoles locales. Les éleveurs laitiers en Europe et en Afrique ont besoin d'un marché qui fonctionne !

L'EMB continuera de s'engager de tout son poids en faveur d'un secteur laitier équilibré. Nous poursuivrons notre travail politique et suivrons de très près les travaux de la Commission européenne, des ministres de l'agriculture et du nouveau président du Parlement européen. La classe politique doit enfin mettre en place un instrument durable de règlement de crise ! L'EMB poursuivra ses actions symboliques – nous ne sommes vraiment pas à cours d'idées !

Erwin Schöpges, membre du conseil d'administration de l'EMB

EMB bulletin février 2017

- Action "lait en poudre"
- Crise du lait : les exportations vers l'Afrique ne sont pas une solution
- OPL Espagne : Il faut se décider une fois pour toute !
Les analystes danois voient l'évolution du prix du lait de manière positive, mais différenciée
- Les leçons de la crise du lait
- France: La pression croissante pousse les agriculteurs au suicide
- CETA : vote au Parlement européen
Vous pouvez nous trouver sur Facebook

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Action "lait en poudre"

Lors d'une grande « action lait en poudre » à Bruxelles, les producteurs de lait exigent : L'arrêt des ventes de lait en poudre issu de l'intervention ainsi que l'élaboration d'une législation relative à un instrument de

gestion de crise permanent !

Vidéo: "Action spectaculaire de lait en poudre à Bruxelles"

Photos action "lait en poudre"

Bruxelles, 23.01.2017 : – Le lait en poudre, tel un nuage menaçant, envahit l'Europe et l'Afrique. Il inonde les deux continents et exerce une forte pression sur le prix du lait, ramenant celui-ci à un niveau de dumping, alors qu'il venait tout juste de se redresser. – Les agriculteurs de l'European Milk Board (EMB) manifestent aujourd'hui à Bruxelles contre la vente de lait en poudre issu de l'intervention et pour la mise en place d'un instrument de gestion de crise permanent. Les contours de l'Europe et de l'Afrique ont été esquissés à cette fin sur le sol devant le bâtiment du Conseil de l'UE. Un chargeur télescopique

fait pleuvoir de la poudre de lait qui recouvre rapidement les deux continents. « Partout en Europe, les producteurs de lait continuent à être confrontés à une grave crise », affirme Sieta van Keimpema, productrice de lait et vice-présidente de l'EMB, dans une allocution adressée aux ministres et à la Commission européenne. « Augmenter encore davantage la pression en offrant du lait en poudre issu de l'intervention sur le marché pose vraiment problème. Même si ces dernières semaines vous avez refusé des offres de prix extrêmement basses – dont nous nous félicitons –, la vente de lait en poudre de l'intervention doit également être évitée à tout prix dans les mois à venir », soutient la vice-présidente. « De plus, tout comme pour l'Europe, il est catastrophique pour les marchés africains d'être inondés de lait en poudre bon marché en provenance de l'UE. »

La légère reprise du marché obtenue grâce à la réduction volontaire des livraisons ne peut être mise en péril !

A la fin de l'année dernière, la limitation volontaire des livraisons a contribué au redressement des prix en Europe. Les 32 centimes payés actuellement par litre de lait ne permettent toutefois pas de couvrir les coûts de production qui s'élèvent à plus de 40 centimes dans l'ensemble de l'Europe. Les prix doivent dès lors continuer à augmenter de façon à arriver enfin à couvrir les coûts. « Il est dès lors primordial de soulager l'engorgement du marché du lait à l'aide d'instruments intelligents qui ne nous retomberont pas dessus plus tard », souligne van Keimpema. « Un **Programme de Responsabilisation face au Marché (PRM)**, basé entre autres sur une réduction volontaire des livraisons en temps de crise, avec simultanément un plafonnement de la production de l'UE, peut réellement empêcher la production d'excédents néfastes. » L'intervention, à savoir le rachat et le stockage de lait en poudre ou de beurre, ne peut résoudre, à elle seule, le problème. Ces quantités continueraient, en effet, à être présentes et empêcheraient une hausse du prix du lait qui est indispensable.

« Certes, l'intervention peut aider à compenser les fluctuations cycliques ; c'est pourquoi, elle ne devrait pas être intégralement rayée de la liste des mesures. Mais elle ne peut pas contrer une crise chronique sur le marché du lait », poursuit van Keimpema.

Stop à la vente de lait en poudre ! Mise en place d'un cadre législatif pour un instrument de gestion de crise !

Tandis que le lait en poudre continue de pleuvoir devant le bâtiment du Conseil, Erwin Schöpges, producteur de lait et membre belge du Comité directeur de l'EMB, présente la position des producteurs laitiers. S'adressant aux ministres de l'UE et à la Commission, il déclare : « Arrêtez de vendre le lait en poudre de l'intervention ! Elaborez un projet de loi visant à introduire un instrument de gestion de crise permanent, et transmettez-le au Parlement ! Il n'y a pas de temps à perdre. Les agriculteurs sont en pleine crise et seule une augmentation de prix et une stabilisation durable du marché permettront de préserver la production de lait dans l'ensemble de l'UE. »

Eu égard aux marchés africains également, il est crucial d'avoir une production de lait équilibrée au sein de l'UE. « Mettons un terme au dumping résultant de la vente à bas prix de poudre de lait sur les marchés des pays en voie de développement. Nous voulons donner des perspectives à la production de lait en Afrique et permettre aux producteurs d'en tirer un revenu », souligne Schöpges, tout en regardant le lait en poudre qui continue à inonder la carte de l'Afrique devant le bâtiment du Conseil.

Communiqué de presse de l'EMB du 23 janvier 2017

Crise du lait : les exportations vers l'Afrique ne sont pas une solution

La crise du lait européenne, résultant de l'absence de tout instrument de régulation de la production et des marchés, est loin d'être terminée.

Des milliers de producteurs travaillent encore à perte en raison de l'effondrement des prix, des exploitations agricoles sont obligées de fermer leurs portes et des milliers de producteurs abandonnent leur métier faute de pouvoir vivre de leur travail.

Cette situation est inacceptable et Oxfam-Solidarité et SOS Faim Belgique apportent tout leur soutien, ainsi que celui de leurs supporters, aux producteurs européens qui manifestent aujourd'hui à Bruxelles.

Certains responsables politiques et des entreprises agroalimentaires voient dans les marchés africains une porte de sortie à la crise. La demande y est en effet croissante et la production locale ne peut pas toujours satisfaire le marché. Mais ils oublient que les producteurs locaux sont en mesure de répondre progressivement aux demandes ... pour autant que les importations, à prix bradés, n'envahissent leurs marchés et que des politiques adéquates accompagnent leur volonté de développement de leurs capacités de production. ***Inonder les marchés africains avec de la poudre de lait brisera les initiatives des producteurs locaux pour satisfaire les demandes locales et annihilera leurs ambitions de pouvoir vivre de leur travail.***

Les producteurs de lait européens savent très bien que ces exportations, dont ils ne sont pas responsables, sont néfastes pour les producteurs africains et ne souhaitent nullement que leur production menace la survie des élevages de leurs collègues africains.

Pour leur part, **les producteurs africains**, et notamment ceux d'Afrique de l'Ouest regroupés au sein du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), conscients des difficultés de leurs collègues européens, leur apportent tout leur soutien dans leur combat pour la mise en place d'instruments de régulation qui leur permettent de vivre dignement de leur travail.

Oxfam-Solidarité et SOS Faim, solidaires de l'EMB dans ses revendications, sont convaincues que seules des politiques de souveraineté alimentaire incluant une régulation des marchés, peuvent garantir un avenir à l'agriculture familiale, tant en Europe qu'en Afrique.

Thierry Kesteloot (Oxfam) et Jean-Jacques Grodent (SOS Faim Belgique)

Communiqué de presse conjoint du 23 janvier 2017

OPL Espagne : Il faut se décider une fois pour toute !

L'organisation espagnole des producteurs de lait OPL s'oppose aux déclarations de Phil Hogan. Selon l'OPL, ni en Espagne, ni dans les autres pays, le prix du lait n'a affiché une hausse aussi importante que le soutient le

Commissaire.

« Les protestations sont loin d'être un vice », explique l'OPL, dénonçant le fait que pendant que les industriels triplent leurs bénéfices, « nous les producteurs continuons à nous endetter, sans que nous puissions pour autant couvrir les frais de maintenance de nos exploitations ni les coûts de production. Si nos mandataires, comme le soutient Hogan, sont vraiment *'conscients de la fragilité du marché'* et *'continueront de le contrôler'*, nous nous demandons pourquoi ils mettent en vente le lait en poudre de l'intervention, bien que la crise soit loin d'être terminée. Ils prétendent rester *'prudents'*, mais nous ne voyons pas de réel régime des prix, ni de médiateur avec mission de surveiller le respect desdites mesures par l'industrie et le secteur de la distribution, ni

voyons-nous des sanctions imposées à ceux qui les transgressent."

L'OPL critique par ailleurs l'absence de la ministre espagnole lors de la dernière réunion des ministres de l'agriculture à Bruxelles, laissant dans des mains étrangères l'avenir du secteur de l'élevage espagnol. L'OPL dénonce

ainsi le fait que « le gouvernement ne s'intéresse pas au secteur de l'élevage ».

Concernant le renforcement du paquet lait, elle insiste que ce dernier ne fonctionne pas et qu'il manque toujours un mécanisme de contrôle de la demande et de la production de lait dans chaque pays ainsi que des circuits de vente pour retirer des volumes du marché en période de crise.

À ce propos, elle déplore par exemple ne pas comprendre pourquoi, « tandis que le gouvernement reçoit des aides européennes pour encourager les éleveurs à réduire leur production de lait, au motif d'une surproduction, la Junte de Castille-et-León décide pour sa part d'injecter de l'argent dans une maxi-exploitation à Soria, poursuivant ainsi l'objectif contraire. Il faut savoir ce que l'on veut : réduire ou produire plus. Un projet qui n'a pas trouvé de soutien à Navarre est présenté dans une autre communauté où l'on l'applaudit parce que soi-disant il va créer 250 emplois. Nous nous demandons : le fait d'approvisionner de lait une maxi-fromagerie n'affectera-t-il aucune autre entreprise, aucune coopérative ? D'autres ne devront-elles pas fermer ? Surtout dans une période où l'on répète tous les jours que ni le fromage ni le lait se vendent actuellement. »

L'OPL va demander une rencontre avec la Junte de Castille-et-León afin de parler de la viabilité de ce projet et de partager sa crainte que « tout comme c'est le cas pour de nombreux autres projets, le but soit seulement de récolter l'argent des aides publiques et cela s'arrête là ».

José Alberto Martín (OPL Espagne), extrait du communiqué de presse du 25.01.2017

Les analystes danois voient l'évolution du prix du lait de manière positive, mais différenciée

Lors d'une foire agricole récente, la Fédération danoise des producteurs de lait (LDM) a demandé à trois analystes du marché de donner leur avis quant à l'évolution du prix du lait.

© wikimedia

Le premier analyste, connu pour sa prudence, mais également très bien informé, s'attend à ce que le prix reste inchangé avec un faible potentiel de hausse pouvant aller jusqu'à 0,37 € / litre. L'augmentation de prix escomptée repose principalement sur une hausse du prix de marché de la matière grasse, le prix des protéines restant peu élevé. Selon l'analyste, une majoration significative – supérieure à 0,37 € - n'est pas possible si le prix des protéines n'augmente pas. Il craint aussi que le prix des protéines ne progressera pas aussi longtemps que les stocks d'intervention de l'Union européenne sont engorgés. Selon lui, seule une hausse soudaine des exportations vers la Chine pourrait changer cet état de choses. En tant qu'analyste, il préfère une modeste augmentation de prix, ce qui aura comme effet que la baisse de prix ultérieure sera aussi inférieure.

Selon un autre analyste, le prix a de fortes chances d'augmenter de façon significative et d'atteindre même 0,44 € / litre. Une des explications avancées est la probabilité d'une hausse de prix pour les matières premières destinées aux aliments concentrés. En outre, un prix de 0,37 € ne suffit pas, selon lui, pour accroître la production des producteurs de lait européens, ce qui entraînera une nouvelle réduction des volumes de lait car certains producteurs cesseront leur activité. Ce n'est qu'à partir d'un prix supérieur à 0,37 € que la production de lait devient suffisamment attrayante et que la production totale augmentera. Il estime dès lors que le prix continuera à augmenter pour atteindre le niveau de quelque 0,44 €. Sur base de l'endettement des producteurs de lait de l'année dernière, il est d'avis que le prix de 0,44 € restera d'application un certain temps, voire plusieurs années.

Le troisième analyste présent sur le podium lors de la foire agricole analyse l'évolution des prix en fonction de cycles de longue durée ou vagues longues (cycles de Kondratiev). Ses calculs reposent sur l'évolution enregistrée au cours de ces 100 dernières années et montrent que le prix du lait fluctue selon un cycle de 45 mois. Sur cette base, le prix continuera à augmenter jusque fin 2017, pour ensuite diminuer en 2018. Il n'avait pas de chiffre précis concernant le prix le plus élevé, mais un prix de 0,44 € ou même 0,46 € ne serait pas exclu selon lui. Il ne disposait toutefois pas d'estimation quant à la chute de prix qui s'ensuivrait, mais une baisse est inévitable selon lui.

Kjartan Poulsen, Fédération danoise des producteurs de lait (LDM)

Les leçons de la crise du lait

Maintenant qu'une légère amélioration se fait sentir sur le marché du lait, que les prix payés aux producteurs par la plupart des laiteries dépassent tout juste les 30 centimes pour la première fois en deux ans, le syndicat agricole et la classe politique admettent qu'il y a bien eu une crise du lait !

Ils ont longtemps nié, ou tout au moins minimisé, son existence. Désormais, même le syndicat agricole parle d'un « début de changement structurel » et les premiers chiffres pour les *Länder* de l'ex-RDA le prouvent : même parmi les grandes exploitations « d'avenir », plus de 10 % dans chaque *Land* ont abandonné la production laitière l'année dernière. La palme revient au *Land* de Saxe-Anhalt avec 18 % de « mutation structurelle ». Les chiffres sont beaucoup plus faibles, autour de 5 %, dans les *Länder* de l'ex-Allemagne de l'ouest, ce qui illustre d'une part la plus grande solidité des exploitations familiales, mais s'explique aussi par une disposition à s'auto-exploiter et à consentir des sacrifices. De nombreux exploitants résignés jetteront encore

l'éponge au cours des prochains mois.

Toutes les parties en présence insistent qu'on ne peut permettre qu'une telle crise se répète. Mais comment l'éviter ? La croyance dans l'auto-régulation du marché et dans la capacité d'absorption du marché mondial s'est largement dissipée chez la plupart des agriculteurs. Là où les représentants du syndicat agricole ont le courage d'interroger leurs membres, des majorités nettes s'expriment en faveur d'une régulation des volumes. Même les responsables libéraux aux niveaux européen et fédéral, le commissaire à l'agriculture, M. Hogan, et le ministre de l'agriculture, M. Schmidt, ont dû introduire des interventions étatiques contre leur gré et ont intégré pour cela un élément important de la stratégie de crise de l'EMB, la réduction volontaire des volumes en contrepartie d'une indemnisation.

Mais que peuvent faire les agriculteurs ? Continuer à exiger un cadre politique, militer pour la mise en œuvre de la stratégie de gestion de crise, comme le fait le BDM ? Mettre l'accent sur la formulation contractuelle entre les producteurs de lait et les laiteries, insister sur des contrats contraignants en termes de volumes, qualité, durée de livraison et bien sûr de prix, comme le fait le MEG Milch Board ? Au niveau individuel, il suffit pour cela d'adhérer au Milch Board. Continuer à faire pression sur les laiteries, ainsi que le réclament de nombreux militants ? Dans certains groupes, on parle actuellement d'une brève interruption des livraisons précisément dans la période actuelle de remontée des prix, une sorte de grève d'avertissement, afin de souligner clairement la nécessité de répercuter l'intégralité des recettes supplémentaires aux producteurs de lait. Ou encore faire avancer la possibilité proposée par M. Graefe zu Baringdorf de voter au sein des différentes laiteries sur les mesures de réduction des volumes ? Se remettre à utiliser activement les organes d'autogestion des laiteries coopératives dans l'intérêt des producteurs de lait ? Ou, enfin, réduire les volumes au moyen de mesures individuelles comme une réduction des aliments concentrés, davantage de mise à l'herbage, moins d'élevage intensif hautement performant, chacun pour soi mais le plus grand nombre possible dans un mouvement de solidarité ? Toutes ces approches peuvent conduire au but, c'est-à-dire permettre d'éviter les crises futures et stabiliser les revenus des producteurs de lait. Les agricultrices et les agriculteurs en ont le pouvoir car c'est eux qui produisent le lait et qui déterminent les volumes. Mais il leur faut abandonner leur combat solitaire au niveau de leur exploitation et s'engager pour une représentation puissante et solidaire de leurs intérêts propres. Voilà la leçon à tirer de la crise du lait !

Ottmar Illchman, Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL), Allemagne

France: La pression croissante pousse les agriculteurs au suicide

En France, un agriculteur se suicide tous les deux jours avec une surmortalité particulièrement marquée chez les éleveurs bovins-lait et bovins-viande. Aux dernières nouvelles, ce serait même un agriculteur par jour. Confrontés à des difficultés financières et à l'absence de perspectives de leur secteur, les agriculteurs ne voient plus d'autre solution que de mettre fin à leurs jours.

© wikimedia

Les producteurs de l'APLI (*Association des producteurs de lait indépendants*) qui ne supportent plus de voir disparaître leurs collègues, ont lancé une action consistant à envoyer des lettres adressées au Ministre de l'Agriculture français, Stéphane Le Foll. « Nos décideurs ont lâché prise et laissent le rouleau compresseur de l'agrobusiness nous écraser les uns après les autres. Pourtant, des solutions simples existent pour stopper ce massacre. C'est pourquoi nous avons rédigé une lettre sur la « misère agricole » qui expose des solutions pour le secteur laitier. »

De nombreuses lettres – signées par des agriculteurs et citoyens - ont été envoyées au Ministre Le Foll fin janvier 2017 pour solliciter des actions concrètes et rapides pour les éleveurs.

Boris Gondouin, APLI France

[Lettre sur la "misère agricole" au ministre Le Foll](#)

CETA : vote au Parlement européen

© Marten van Dijk,
Milieudéfense

Après le vote en commission parlementaire à la fin janvier, le Parlement européen se prononcera prochainement en séance plénière sur l'accord commercial avec le Canada. Les opposants à CETA ont organisé une journée de mobilisation européenne contre cet accord de libre-échange.

Le 24 janvier, la commission du commerce international du Parlement européen s'est prononcée en faveur de l'accord commercial CETA entre l'Europe et le Canada. Cet accord controversé a reçu 25 votes pour, 15 votes contre et une abstention. Cette commission recommande ainsi au Parlement de voter en faveur du texte. Le vote en séance plénière est prévu pour le 15 février.

Il reste toutefois à CETA un long chemin à parcourir avant d'entrer pleinement en vigueur : si le Parlement européen l'approuve, toutes les parties relevant de la compétence de l'UE devraient pouvoir entrer en vigueur au début avril. Cela concernerait par exemple l'abolition des droits de douane. Les parties de l'accord qui touchent à des compétences des États devront encore être approuvées par l'ensemble des parlements nationaux et régionaux des 28 membres de l'UE.

Manifeste « Conserver nos fermes sans le TTIP et sans le CETA »

Dans son manifeste « [Conserver nos fermes sans le TTIP et sans le CETA](#) », l'association néerlandaise *Dutch TTIP and Agriculture coalition* a souligné les conséquences pour les agriculteurs et les consommateurs européens. Ce manifeste a reçu la signature d'organisations d'agriculteurs, d'associations de protection de l'environnement et des animaux et d'autres organisations de la société civile de 12 pays européens. Il a notamment recueilli le soutien de 7 associations

membres de l'EMB.

Manifeste : [Conserver nos fermes sans le TTIP et sans le CETA](#)

Journée de mobilisation contre CETA

Le 21 janvier, les opposants à CETA de toute l'Europe ont organisé une journée de mobilisation contre cet accord de libre-échange, avec plus de 100 manifestations.

Vous trouverez des photos sur les réseaux sociaux sous [#StopCETA](#) [#StopCETA21j](#) et [#21EstopCETA](#)

Regina Reiterer, EMB

Vous pouvez nous trouver sur Facebook

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-fevrier-2017.html>